

Syndicalistes dans la guerre en Ukraine : Témoignages

mercredi 11 mai 2022, par [Syndicollectif](#) (Date de rédaction antérieure : 25 avril 2022).

La commission internationale de la CGT, pour le secteur Europe orientale et Europe du Nord, a organisé le 25 mars 2022 une conférence webinaire de responsables syndicaux d'Ukraine et de Biélorussie. Ci-dessous le téléchargement et la reproduction des interventions.

Sommaire

- [Témoignages de syndicalistes](#)
- [Introduction - Pierre Coutaz](#)
- [Grigory Osovy, Président \(...\)](#)
- [Natalya Levytskaya, vice-prési](#)
- [Alexandre Yaroshuk, Président](#)
- [Pierre Coutaz, animateur \(...\)](#)
- [Vasyl Andreyev, Vice-président](#)
- [Olessia Briazgounova, Secrétaire](#)
- [Olexandre Ryabko, Président de](#)
- [Philippe Martinez, Secrétaire](#)
- [Valère Matov, Président de \(...\)](#)
- [Yuri Samoïlov, union locale de](#)
- [Lessia Sémeniaka, Responsable](#)
- [Roman Datsko, Président de \(...\)](#)
- [Françoise Geng, Secrétaire \(...\)](#)
- [Olessia Briazgounova, Secrétaire](#)
- [Pierre Coutaz, animateur \(...\)](#)
- [Grigori Osovi, Président \(...\)](#)
- [Pierre Coutaz, animateur \(...\)](#)
- [Lessia Sémeniaka, responsable](#)
- [Olessia Briazgounova, Secrétaire](#)
- [Olexandre Ryabko, Président de](#)
- [Pierre Coutaz, animateur \(...\)](#)
- [Alexandre Yaroshuk, Président](#)
- [Boris Plazzi, Membre du \(...\)](#)

Témoignages de syndicalistes d'Ukraine et du Belarus sur la guerre en Ukraine

Le présent document constitue le verbatim de la visio-conférence organisée le 25 mars dernier entre 25 dirigeants syndicaux d'Ukraine et du Belarus et une centaine de camarades de la CGT, pour la plupart dirigeants confédéraux ou de fédérations.

La CGT a pris l'initiative d'organiser cet évènement pour rendre compte de la réalité de la guerre en Ukraine en prenant appui directement sur la parole des camarades syndicalistes de ce pays. Il s'agit de l'échange le plus important organisé au sujet de la guerre entre syndicalistes d'Ukraine, du Belarus et de France. Il en ressort une parole crue et sans fard sur les horreurs en cours, exprimée par des camarades au cœur de ces évènements tragiques, ne perdant pas de vue, malgré la brutalité du contexte, leurs rôles de syndicalistes.

La Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU), est la première et principale organisation syndicale du pays, héritière de la branche ukrainienne du Conseil central des syndicats soviétiques. La FPU, après 1992, a perdu beaucoup d'adhérents passant de 25 à 8,7 millions en 15 ans pour dépasser encore largement les cinq millions à l'aube du conflit. Selon la FPU, ces départs sont dus à plusieurs facteurs : une défiance vis à vis des organisations syndicales ; des changements dans la structure des syndicats et surtout des raisons économiques. En effet, sur 100 départs, 25 seraient dus à une décision personnelle et 75 à la fermeture des entreprises (source : enquête sociologique produite en 2010 à l'occasion d'un congrès de la FPU).

La FPU, reste néanmoins le principal acteur syndical du pays. Sur l'ensemble des salariés, le taux de syndicalisation revendiqué par la FPU est de plus de 30 %. Elle compte 44 fédérations de branches et 27 régions. En temps de paix, elle se caractérise par son caractère de masse et son opiniâtreté à défendre les garanties collectives et le code du travail face aux attaques dont ils ont pu faire l'objet par les gouvernements successifs, depuis 1992. On peut considérer que la CGT développe des relations fraternelles avec cette organisation depuis sa création (et même avant, de facto). Tous les ans, nous avons l'habitude, avant la guerre, de recevoir une importante délégation de la FPU pour une formation à Courcelle. La FPU est actuellement présidée par Grigory Osovy.

La Confédération des Syndicats Indépendants d'Ukraine (KVPU) revendique 268 000 e adhérents et est la 2^e confédération syndicale en Ukraine. La Fédération des mineurs est la plus importante en son sein avec plus de 50 000 adhérents suivie de la fédération de l'enseignement, la fédération des cheminots, des salariés du métro et des personnels navigants (transport aérien). De nouvelles fédérations sont en cours de structuration par exemple dans l'agro-alimentaire. Elle est actuellement présidée par Mikhaïlo Volynets et Natalya Levytskaya en est l'une des vice-présidentes.

Les seules ressources de la KVPU sont les cotisations.

La CGT développe depuis plusieurs années des relations fraternelles et de solidarité avec les syndicats des mineurs et des métallurgistes de Kryvyï Rih, plus grand combinat métallurgique d'Europe où la KVPU est bien implantée. Le secrétaire de l'Union Locale de Kryvyï Rih faisait partie des intervenants à la journée internationale organisée à la veille du congrès confédéral de Dijon.

Le **Congrès des syndicats démocratiques du Belarus (BKDP)** voit officiellement le jour en 1993. Sa création résulte du rapprochement des nouveaux syndicats indépendants qui éclosent dans le pays dès la fin des années 1980 et de quelques fédérations professionnelles qui quittent la FPB (syndicat officiel ayant des liens organiques avec le régime de Loukachenko). La naissance du mouvement syndical indépendant est très étroitement liée à l'exercice effectif du droit de grève et à sa contestation par Loukachenko. Une autre ligne de fracture essentielle avec le syndicalisme officiel passe par le refus d'accepter dans ses rangs la direction des entreprises. Avec l'arrivée de Loukachenko au pouvoir, la mise sous pression du syndicalisme indépendant devient une constante. Le BKDP fait face au refus des autorités d'enregistrer légalement ses syndicats de base, leurs membres étant sommés de rejoindre les syndicats officiels sous la menace de licenciements. Le BKDP est systématiquement écarté de la négociation collective au niveau local comme national. Ses effectifs sont aujourd'hui de l'ordre de 10 000 membres déployant leur activité syndicale dans une constante adversité. Les militants du BKDP ont pris une part active à l'explosion sociale qui a suivi

l'élection présidentielle de 2020, ont animé un grand nombre de comités de grèves et plusieurs de ses dirigeants, dont le président Alexandre Yaroshuk, ont piloté le comité national de coordination des grèves. Le BKDP est adhérent à la CSI, tandis que la FPB, soutien sans faille au régime de Loukachenko est membre de la FSM.

Quelques éléments sur l'origine des participants. Parmi eux :

- 21 sont dirigeants de la FPU, dont son Président ;
- 3 sont dirigeants de la KVPU (dont deux femmes) ;
- Le Président du BKDP ;
- Les villes et régions ukrainiennes représentées étaient Kirovohrad, Poltava, Kryvii Rih (région de Dnipropetrovsk), Lviv, Ternopil, Rivne, Tchernivtsi, région de Transcarpatie et bien sûr la région capitale Kiev, qui au moment du webinaire se trouvait encore encerclée et sous le feu de l'armée russe.

Fédérations professionnelles participantes :

- la Fédération des travailleurs de la santé
- la Fédération des travailleurs de l'aérospatial et de la machine-outil de l'Ukraine
- la Fédération de l'électronique et de la machine-outil de l'Ukraine
- la Fédération des métallurgistes et des mineurs
- la Fédération de l'industrie minière de l'Ukraine ;
- la Fédération des travailleurs d'aviation de l'Ukraine
- la Fédération de l'industrie et de l'énergie nucléaire de l'Ukraine

Avant la réunion, nos camarades de la FPU nous ont indiqué que les Unions Régionales de Tchernihiv, Kharkiv, Kherson, Mykolaïv auraient aimé participer. Elles n'ont pas pu le faire en raison de la destruction des locaux syndicaux par les bombardements russes, rendant la connexion impossible ou précaire.

Introduction - Pierre Coutaz, animateur Espace International CGT :

Je vous propose de commencer. J'ai du mal à dire que nous avons beaucoup de plaisir à vous retrouver parce que la situation est tragique et que le terme de plaisir ne se prête absolument pas à ce que vous vivez quotidiennement. Cependant, c'est pour nous extrêmement important d'organiser cette demi-journée d'échanges avec un tel nombre de syndicalistes ukrainiens. Je vous remercie côté Fédération des Syndicats d'Ukraine (FPU) ou côté Confédération des syndicats indépendante d'Ukraine (KPVU).

Je vous remercie grandement de consacrer du temps à cet échange. C'est pour nous extrêmement précieux et d'une incroyable richesse de pouvoir entendre vos voix dans ce moment tragique et dramatique. Alors je voudrais simplement, en guise d'introduction, dire que nous n'avons pas découvert l'Ukraine le 24 février dernier sous les bombes. Pour nous, la coopération avec l'Ukraine, c'est une solidarité, une fraternité qui a déjà trois décennies et que nos coopérations avec la FPU aussi bien qu'avec la KPVU ne datent pas d'hier. Je veux rappeler ici qu'en temps normal, nous avons depuis une quinzaine d'années un accord de coopération et d'échange qui nous permet de vous accueillir dans notre centre de formation à Courcelle.

Et je vois d'ailleurs que Vassili Shilov et Viatcheslav Maïboroda sont connectés aujourd'hui, eux qui sont venus à Courcelle avec des délégations de 10 à 15 camarades, de responsables fédéraux et régionaux de la FPU dans un échange qui est apprécié aussi bien de notre côté que du vôtre. Nous

espérons revenir à cette normalité des échanges aussi vite que possible. Je voudrais rappeler aussi qu'avec la FPU ou au congrès de la CES à Paris, Grigori Osovy avait eu l'occasion de déjeuner avec Philippe Martinez et la question des relations entre l'Europe et l'Ukraine nous préoccupait déjà. Nous avons aussi participé en novembre 2013, au moment des mobilisations de l'Euromaïdan, à un séminaire organisé par votre organisation, qui était très intéressant sur le syndicalisme de lutte. Il avait lieu à Kiev et la CGT y était représentée. Nous avons pu à l'époque exposer notre longue histoire et notre compréhension justement de l'articulation entre syndicalisme de masse, syndicalisme de lutte et partager avec nos camarades de la KVPU, bien des considérations.

Je voudrais rappeler aussi, puisque je sais qu'il est connecté, que l'intervention de Yuri Samoïlov, secrétaire de l'Union locale de la Kryvyï Rih, avait été fortement remarquée et appréciée au moment du congrès de la CGT à Dijon, en mai 2019. Toutes ces relations s'inscrivent dans une longue durée et par conséquent, le 24 février, lorsque nous avons entendu cette effroyable agression de la Russie contre l'Ukraine, nous n'en croyions pas nos oreilles tant elles paraissaient impossibles à se représenter. Très rapidement la CGT a condamné cette effroyable agression et l'impérialisme que dénote cette attitude belliqueuse absolument scandaleuse de la Russie.

Et nous avons donc œuvré à faire en sorte d'exprimer notre solidarité avec nos camarades d'Ukraine, ce que nous avons fait dans toutes les réunions syndicales depuis. Mais pour nous, encore une fois, ce qui est important, c'est de vous entendre et par conséquent d'organiser cet échange. J'ai envie de dire quasiment de direction à direction puisque côté ukrainien, vous êtes 21 à participer à cet échange. Il y a aussi notre camarade du Bélarus Alexandre Yaroshuk du BKDP qui est connecté et à qui nous donnerons la parole.

Je précise aussi que nous avons tenté hier encore, d'avoir avec nous nos camarades de Russie, de la KTR. Mais malheureusement, la situation de répression et la fascisation du régime russe ne leur permet pas aujourd'hui de se connecter en toute sécurité pour exprimer leurs sentiments pacifistes. Donc nous devons malheureusement nous passer de leur voix aujourd'hui.

Je vais donner la parole dans un instant à Grigori Osovi, président de la FPU et Natalya Levytskaya vice-présidente de la KVPU. Je propose qu'ensuite nous vous écoutions en fonction de là où vous nous parlez à la fois secteur professionnel, région d'Ukraine, confronté à cette guerre effroyable. Nous vous donnerons la parole, nous vous écouterons.

De l'autre côté de l'écran, côté français, sachez en tout cas qu'un grand nombre de fédérations professionnelles de la CGT sont connectées et qu'un grand nombre de membres de la direction confédérale de la CGT sont connectés aussi. Je n'ai pas encore fait le tour de l'ensemble des connectés, mais nos fédérations de la santé, des services publics, des marins, des ports et docks, des activités postales, de l'éducation, des fonctionnaires, des transports, des cadres de la métallurgie sont connectés, mais aussi nos unions régionales de Lorraine, d'Ile de France. J'en oublie certainement. Il y en a d'autres qui se sont connectés depuis. Je vous prie d'excuser tous ceux que j'oublie et que je ne cite pas.

Et puis, nous avons aussi élargi cette réunion à plusieurs camarades d'autres organisations syndicales françaises. La CGT, avec notamment Solidaires et la FSU, qui sont deux autres organisations connectées à ce séminaire, ont proposé à l'ensemble des autres organisations et de façon commune de construire un convoi intersyndical pour l'Ukraine à très brève échéance pour marquer de façon concrète notre solidarité avec le peuple ukrainien qui résiste.

Je vous propose de passer la parole à nos camarades ukrainiens.

Grigory Osov, Président de la FPU :

« Nous avons eu de très bon partenariat avec nos camarades français comme la CGT et certaines de ses fédérations. Nous avons visité la France, nous avons accueilli nos chers camarades français ici en Ukraine. Merci, merci beaucoup pour votre aide en temps de paix, mais malheureusement aujourd'hui, c'est la guerre. C'est une guerre cynique déclenchée par la Russie contre l'Ukraine. Nous devons concentrer nos efforts pour empêcher cette agression russe lancée par le régime de Poutine. [...]

Chaque jour, des civils sont tués, des enfants des dizaines et des centaines d'immeubles, de maisons sont détruits, des écoles maternelles, des écoles secondaires. C'est une catastrophe alimentaire et humanitaire pour plusieurs régions de notre pays, des régions qui sont déjà occupées ou bien des régions qui sont encerclées par les occupants qui empêchent les convois humanitaires. [...]

A ce jour, la moitié de nos entreprises ne fonctionnent plus. Et bien sûr, les conséquences de cette guerre vont durer pendant des mois. Nous voulons évidemment que la paix soit rétablie, que la guerre finisse pour que notre pays puisse se développer et être reconstruit. [...]

Je viens de parler avec une employée de notre fédération syndicale. Cette employée a été dans les zones occupées pendant deux semaines dans la région de Tchernihiv, pas loin de Kiev. Elle a fait un témoignage terrible. Elle a dit que les soldats russes volent les marchandises dans les magasins, agressent des personnes. C'est une démonstration de l'attitude envers la population civile. Il y a beaucoup de témoignages identiques d'Ukrainiens qui seront une base pour des investigations judiciaires. [...]

C'est la Russie qui a peur de l'Ukraine. Elle a peur du peuple ukrainien, de notre pays parce que nous combattons pour notre indépendance. Nous voulons rester un pays démocratique et social. Un pays qui est accueillant pour tout le monde, pour tous les travailleurs et où toutes les conditions pour le développement soient créées. Le régime autoritaire de Poutine et la position impérialiste de la Russie ne supportent pas cette liberté de leurs voisins. C'est pourquoi ils essaient de détruire notre liberté et de créer ici un territoire comparable au leur. [...]

En Ukraine, nous essayons de préserver l'infrastructure critique, les infrastructures de transport. Nous essayons d'assurer la sécurité alimentaire et l'alimentation en énergie. Les médecins travaillent dans les hôpitaux. Les membres de notre fédération travaillent pour aider les militaires et les civils. [...]

La FNPR (Fédération des syndicats indépendants de Russie) s'est exprimée en faveur de cette guerre dès le premier jour, des déclarations de soutien ont été publiées sur leur site internet. Ils ont déclaré qu'ils approuvent cette agression de Poutine. Ce n'est pas du tout la position que nous partageons et bien sûr, nous allons exiger à la CSI (Confédération syndicale internationale) d'exclure la FNPR de l'organisation parce que les syndicats démocratiques ne peuvent pas accueillir les organisations qui sont en faveur de la guerre et qui se prononcent en soutien de cette guerre. [...]

Dans les régions qui sont bombardées, là où les gens tentent de s'en aller, la Russie essaie de diriger les flux de réfugiés vers la Russie et la condition est de rester et de travailler en Russie pendant au moins deux ans. Les syndicats russes sont en faveur de cette attitude. [...]

Bien sûr, cette action serait tout à fait juste. C'était la même chose dans d'autres organisations internationales qui ont adopté des résolutions pour soutenir notre position, pour condamner l'agression russe et soutenir la position de syndicats ukrainiens. Je m'adresse à vous avec cette demande, cet appel à soutenir notre demande d'exclusion des Russes. Notre fédération travaille,

nous continuons à travailler là où les entreprises fonctionnent. Et là où il n'est pas possible de fonctionner, nous essayons de travailler à distance, de coordonner notre travail et d'apporter de l'aide matérielle et de distribuer l'aide que nous obtenons de la part des fédérations européennes. Nous vous remercions pour cette aide. C'est très important pour soutenir nos amis dans ce moment difficile. Merci, merci beaucoup.

Natalya Levytskaya, vice-présidente de la KVPU :

« Depuis un mois, nous travaillons dans une réalité différente. Cette guerre dans les régions orientales de notre pays dure depuis huit ans. Mais le 24 février, le monde a changé. Notre pays a connu une agression de la Russie. Malheureusement, cette agression se fait en partie depuis le territoire biélorusse. Les Biélorusses avec les Russes détruisent notre pays, nos civils. Pourtant depuis un mois, nous luttons, nous protégeons notre pays, notre terre. Malgré toutes ces difficultés, nous avons démontré à tout le monde que nous allons nous protéger. [...]

Pour les syndicats, ils fonctionnent parfois, en distanciel, parfois dans nos bureaux, mais le but des organisations syndicales est d'aider les gens, d'aider nos membres. Malheureusement, il y a assez peu de représentants de nos régions parce que beaucoup de militants syndicaux se sont engagés dans l'armée.

Nous vivons des choses inimaginables. Des nazis russes et des fachistes russes jettent des bombes sur des civils, sur des hôpitaux. Pas loin d'ici, il y a des combats. Nos soldats essaient de chasser les occupants russes. Ce mois a démontré que le soutien de nos partenaires syndicaux est crucial. Je vous en remercie. C'est vraiment très important. [...]

Il est aussi très important pour nous de ne pas avoir de relations avec des syndicats qui sont en faveur de la guerre. Les syndicats qui soutiennent la guerre ne peuvent pas être membres des fédérations internationales. Je m'adresse donc à vous. Je vous demande donc de tout faire pour que les syndicats russes qui sont en faveur de cette guerre soient exclus de la Confédération internationale parce que nos organisations ici, luttent pour la paix. [...]

Je suis originaire de l'Est de l'Ukraine et nous avons déjà connu la guerre parce que beaucoup de gens ont fui Donbass, et se sont déplacés vers Kiev, vers Kharkiv et vers Marioupol. C'est la deuxième fois que nous avons connu la guerre, que nous avons dû quitter nos maisons et nous déplacer. Des millions de gens ont dû se déplacer vers l'ouest de l'Ukraine et il faut aider tous ceux qui ont souffert à cause de cette guerre. Presque 4 millions d'Ukrainiens ont dû quitter le pays et ont trouvé l'asile dans d'autres pays européens. Ce sont des enfants, des femmes, des adolescents. Nous devons protéger notre jeune génération. [...]

Nous devons protéger notre terre, nos enfants. Plus de 115 enfants sont déjà morts. Pourquoi sont-ils morts ? Parce que Poutine n'aime pas l'Ukraine. Parce que Poutine n'aime pas notre indépendance. Mais nous sommes un pays indépendant. Nous décidons nous-mêmes qui est notre président et où nous voulons aller. Nous avons montré que l'Ukraine est un pays de gens libres. [...]

Vous voyez ce qui se passe dans nos villes ? Marioupol, est une ville russophone. Kharkiv, la ville où l'on parle le plus russe, ces villes sont détruites. C'est inimaginable, ces choses qui arrivent à Marioupol dans des régions occupées par l'armée russe. Nous savons que là-bas ils détruisent des livres ukrainiens, des manuels ukrainiens, des livres patriotiques. Par exemple, dans la région de Kherson, ils essaient de forcer les professeurs et les instituteurs dans des écoles à faire des cours en russe. Ils essaient d'introduire la monnaie russe, le rouble, dans des régions occupées. La Russie essaie de promouvoir sa politique dans des régions occupées. Mais les gens résistent. Nous savons

aussi que parfois, ils forcent les gens à quitter les territoires occupés pour aller en Russie. Il y a des postes de filtrage. Les gens sont employés dans des régions lointaines de la Russie et ils seront obligés d'y rester pendant au moins deux ans. Il s'agit en fait de déportations d'Ukrainiens vers la Russie. [...]

Quand je parle aux gens, aux gens qui ont connu l'occupation dans la banlieue de Kiev, ce sont des pratiques nazis, ils entrent dans les maisons et ils peuvent fusiller les gens s'ils voient des mots patriotiques sur leurs portables, par exemple. [...]

Je ne sais même pas quoi dire à un pays qui se dit un grand pays comme la Russie et qui est en fait un agresseur, un voleur, ça c'est terrible. Mais nous allons résister. Nous allons vaincre parce que nous protégeons notre terre, notre patrie. [...]

Nous avons besoin d'aide, d'aide militaire. C'est notre pays qui en a besoin. Nous avons besoin d'aide humanitaire parce que la situation est difficile, critique, surtout dans les villes assiégées et occupées. Plus de 200 écoles et hôpitaux ont été détruits. Aujourd'hui à Kiev, beaucoup d'enfants, beaucoup de civils passent leur journée dans le métro. Mais pourquoi nos étudiants, nos enfants, doivent-ils se cacher ? Ils se cachent parce qu'il y a une personne qui a pris la décision d'attaquer notre pays et qui pense que l'Ukraine est son ennemi. Mais l'Ukraine a toujours été un pays paisible. Nous n'avons jamais agressé personne, jamais dans notre histoire.

Alexandre Yaroshuk, Président du BKDP :

« Merci pour avoir organisé cet événement. Malheureusement nous ne pouvons pas pour le moment aider nos frères ukrainiens sur le champ de bataille. Mais nous le voulons de tout notre cœur. Nous les avons toujours soutenus. Le 24 février, nous avons adopté une déclaration pour condamner l'agression

russe contre l'Ukraine. Nous avons déclaré que malheureusement, cette agression se fait aussi depuis le territoire de notre pays et le régime de Loukachenko est aussi un régime fashiste, un régime criminel, comparable au régime de Poutine. C'est pourquoi ils sont ensemble. On a toujours dit que c'est Poutine qui est le premier bandit, mais c'est Loukachenko qui est le deuxième, qui aide Poutine. Nous exigeons le retrait des troupes russes du territoire ukrainien, mais aussi le retrait des troupes russes depuis le territoire biélorusse, parce que notre pays est aussi un pays occupé. Il n'y a pas de doute. Bien entendu, c'est certain, c'est une honte pour nous. Les avions qui décollent au Bélarus pour jeter les bombes sur nos frères. C'est honteux pour nous. Je demande pardon, je demande pardon à nos frères ukrainiens. [...]

Je vous demande aussi de comprendre que ce n'est pas la guerre du Bélarus contre l'Ukraine, ce sont les régimes de Loukachenko et de Poutine qui sont en guerre. Ils vont périr tous les deux et j'espère que leur fin arrivera assez tôt. J'espère que ce sera la fin de ces deux régimes. J'espère que cette fin sera accélérée par le peuple ukrainien qui lutte pour la liberté de l'Ukraine mais aussi pour la liberté du Bélarus et du monde civilisé.

Pour ce qui concerne la FNPR, sachez qu'ils nous ont toujours supportés. Mais bien sûr, après tout ce qui est arrivé, il n'y a pas de doute que la communauté internationale va agir si la Confédération internationale des syndicats veut représenter la communauté internationale. Mais le fait qu'ils soutiennent l'agression fashiste ce n'est pas comparable avec leurs actions passées. Je pense donc que la communauté syndicale internationale ne doit pas avoir de doute. La seule décision serait d'exclure la FNPR de ses membres. C'est très important si nous voulons continuer à développer le mouvement syndical mondial. Parce que nous avons nos principes et nos valeurs. Leurs déclarations

en faveur de la guerre vont à l'encontre de nos principes de valeurs. J'aimerais bien remercier encore une fois nos frères ukrainiens. Merci encore. Vive le Bélarus ! Gloire à l'Ukraine ! [...]

Pierre Coutaz, animateur Espace International CGT :

« Merci Alexandre. Je voulais souligner combien il est courageux pour toi d'intervenir sur ce champ-là parce que, tu l'as rappelé, ton pays, alors que tu es toujours en ce moment même au Belarus, se rend coupable de soutenir militairement l'intervention en cours. Par conséquent, j'imagine que ce n'est pas toujours très simple de trouver l'espace pour dire les mots que tu nous as transmis aujourd'hui. Je l'ai précisé en démarrage de la conférence, qu'il y a aussi beaucoup de gens qui fuient la Russie. Il y a 1000 personnes qui chaque jour quittent la Russie par la Finlande parce qu'ils ne peuvent plus soutenir cette intervention, et parce qu'ils n'ont plus l'espace pour le dire. Il a d'ailleurs beaucoup été question dans les interventions de l'exclusion d'une organisation russe, la FNPR. Je le précise, c'est une des deux organisations russes affiliées à la Confédération syndicale internationale. La question de la suspension ne porte pas du tout sur une deuxième organisation russe qui s'appelle la KTR (Confédération des Travailleurs de Russie) et qui, elle, n'a pas du tout eu les propos que la FNPR a eu dans les heures qui ont suivi l'invasion en soutenant la politique belliqueuse de Poutine. [...]

Vasyl Andreyev, Vice-président de la FPU :

« Nous avons besoin d'aide humanitaire, de choses basiques, de quoi manger ou dormir. Comment soutenir nos enfants ? Nos enfants qui doivent aller à l'école, nos enfants qui doivent poursuivre leurs études. Mais aujourd'hui, c'est impossible. C'est impossible pour les enfants. C'est impossible pour les adultes de continuer leur vie habituelle. [...]

« Nous avons écouté notre collègue biélorusse. Nous comprenons que leur pays est occupé par un régime fasciste, kleptocrate, un régime qui organise des répressions contre leur peuple, qui cherche à agresser les voisins. Mais nous comprenons que Loukachenko a peur de donner des ordres à ses soldats d'envahir l'Ukraine. Parce que s'il le fait, c'est son dernier jour au pouvoir, parce que le Belarus est aussi un pays occupé. Je lui en suis reconnaissant. [...]

Olessia Briazgounova, Secrétaire internationale de la KVPU :

« Je voudrais vous parler de l'influence de la guerre sur les femmes et les jeunes. Je voudrais vous dire que cette guerre ne respecte pas les règles d'engagement de guerre, les règles humanitaires et les règles humanitaires qu'on a dans le monde. On a parlé de pillages sur les territoires occupés et de meurtres aussi, mais on n'a pas parlé de viols, de violences faites aux femmes et il faut en parler. Il faut parler au nom de ces femmes qui ont été violées, qui ont été battues et qui ont été massacrées, qui ont été tuées. L'ONU est en train de recenser et récolter ces données. On va devoir à l'avenir travailler avec les femmes qui ont été pris dans ce stress, qui ont souffert de cette violence et on aura besoin de psychologues spécialisés en la matière.

De plus, les femmes sont dans les sous-sols depuis un mois avec les enfants pour échapper aux bombardements. Ces femmes donnent naissance à leurs enfants dans le métro. Ce sont des femmes qui avaient une vie paisible, ce sont des personnes qui voulaient continuer une vie normale et elles doivent subir ça.

C'est horrible. Cette guerre a comme objectif, comme cible, les enfants, les femmes et les civils. Je voudrais également dire que la cible des Russes, c'est aussi l'économie. Marioupol est presque rasée. Comme Karkhiv, il s'agit de ville fortement industrialisée. [...]

Je voudrais vraiment aussi dire qu'il y a une tentative d'attaque sur les exploitations agricoles pour qu'on ne puisse pas ensemer le maïs aujourd'hui et pour qu'il y ait une crise alimentaire. Mais si on parle d'une crise alimentaire en Ukraine, on parle également d'une crise alimentaire en Europe et en Afrique. Il y aura des conséquences mondiales de cette crise ukrainienne. C'est du terrorisme pur et dur et c'est une situation vraiment dangereuse. [...]

En ce qui concerne les femmes, je voudrais également dire qu'aujourd'hui, les travailleuses ont énormément souffert parce qu'elles sont occupées pour la plupart d'entre elles, dans les hôtels, dans les services, le tourisme, le secteur tertiaire, et surtout dans le domaine privé. Et là, elles n'ont plus de travail. Il y a des mères célibataires avec des enfants et qui sont restées sans rien. Une partie de l'économie continue à fonctionner, mais c'est un coup dur pour des femmes travailleuses qui sont vraiment à la limite du seuil de pauvreté et parfois en deçà. Heureusement qu'il y avait de l'aide humanitaire et qu'il y a des bénévoles, qu'il y a des vêtements qui arrivent. On est vraiment reconnaissant pour cela et donc pour chacun, chaque Européen qui nous envoie cela. Les travailleuses qui continuent à travailler, exercent leur métier sous des bombes, sous des missiles. On a aussi eu ce bombardement sur un train entre Lviv et Kramatorsk qui devait évacuer des civils et des enfants. Il a été bombardé. Celles qui travaillaient dans l'équivalent de la SNCF ukrainienne sont mortes à cause de ce bombardement. On a aussi des travailleuses évidemment qui travaillent au front avec les militaires dans l'oblast de Zaporijia, par exemple, pour les services d'urgence. Il y a beaucoup de femmes qui y travaillent, et aident à évacuer les militaires dans les hôpitaux. Ce sont aussi les femmes qui sont sous les balles, sous les bombardements. Je veux le souligner. C'est pour cela qu'on a besoin de votre soutien, de l'aide humanitaire, mais également l'aide financière de la part des États pour soutenir l'économie ukrainienne.

« S'il n'y a pas de travail, il n'y a pas de vie sans le travail parce que les gens seront au seuil de la pauvreté. L'aide, quelle qu'elle soit, ne pourra pas vraiment leur redonner la vie qu'ils avaient avant. Il faut donc continuer à appeler la Russie à retirer ses troupes et aussi à faire retourner les déportés de Marioupol, de Donetsk et de Lougansk. Comme l'ont dit mes collègues, c'est une déportation. On leur prend leurs téléphones, leurs documents d'identité et seront exploités après en Russie. Je voudrais également vous rappeler que ces femmes déportées peuvent devenir victimes de traite, et donc de violence.

Je vous demande également d'aider au maximum les réfugiés, les femmes avec les enfants, de leur donner la possibilité d'obtenir des soins médicaux parce que ce sont des personnes qui fuient des zones, des régions où ils ont vécu un stress énorme, surtout les enfants. Je vous demande également d'avoir des programmes qui pourraient aider spécifiquement les femmes pour éliminer la violence à l'égard des femmes. Parce qu'il y a des éléments, ce qu'on appelle des éléments criminels qui pourraient utiliser ces réfugiés pour la traite, pour la vente des corps humains. S'il vous plait, essayez de suivre cette situation, essayer de vraiment contrôler. Comment l'aide est-elle fournie ? Comment est-ce que les gens reçoivent de l'aide ? Est-ce que les gens savent où aller chercher de l'aide ?

Les jeunes hommes souffrent également, bien entendu à cause du chômage. Mais il y a également beaucoup de jeunes qui sont partis à la guerre, qui doivent protéger leur terre et qui font partie de ce qu'on appelle la défense territoriale. S'ils ne font pas cela, l'Ukraine sera détruite. Hier, ces gens travaillaient dans les mines, dans le transport, dans les centrales nucléaires. Des personnes comme des autres. Certaines de ces personnes ont été tuées pendant qu'elles défendaient leur patrie, ou pendant l'occupation. Nous devons également continuer à aider toutes ces personnes, les familles de

ces personnes. Il y a parmi ces personnes des syndicalistes. Nous avons besoin de votre solidarité et d'informations fiables. Je sais qu'il y eu des manifestations de soutien à l'Ukraine à Paris, c'est très important. Il y a cette guerre d'information, il y a une grande propagande y compris en Europe. »

Olexandre Ryabko, Président de la Fédération des métallurgistes et des mineurs (FPU) :

« Aujourd'hui, l'Ukraine et ses militaires sauvent le monde entier de la troisième guerre mondiale. Croyez-moi, je n'exagère pas. C'est le 27^e jour de cette horrible guerre que Poutine, un fasciste, a qualifié d'opération spéciale. Malheureusement, la plus grande partie de la population russe croit cela et c'est une grande stratégie du pouvoir russe. Les fachistes russes essayent d'en convaincre également la communauté internationale et on voit dans certains pays naître parfois des doutes.

Le blitzkrieg n'a pas réussi. Aucune grande ville ukrainienne n'a été prise. Parmi les centres régionaux seul Kherson est tombé. Mais les habitants de cette ville, Kherson résistent courageusement depuis des jours, sortent avec l'hymne national ukrainien et sortent protester contre ces occupants, contre ces terroristes. Ils montrent qu'ils ne veulent pas être des esclaves, mais ils veulent vivre dans un pays libre et démocratique. Cette résistance héroïque qu'on voit à Kharkiv, à Soumy, à Tchernihiv, à Marioupol, Mykolaïv, à Boutcha, à Hostomel, à Irpin. Dans Boutcha, Hostomel et Irpin des événements dramatiques se sont déroulés, car c'est la route vers Kiev. Ces villes étaient peuplées de jeunes familles et aujourd'hui ces villes sont détruites.

En ce qui concerne la sidérurgie, la situation est très difficile. Le problème est que nos ateliers, nos usines se trouvent dans les zones de combats à Donetsk, à Mykolaïv et ailleurs. Il y a des combats juste à côté de Zaporijia, Kryvyï Rih. La plupart de nos entreprises sidérurgiques, travaillent aujourd'hui avec une capacité minimale. On essaie surtout d'aider les militaires et on envoie les gens dans la défense territoriale pour aider la population du point de vue humanitaire. Il y a peut-être juste une usine installée à Dnipropetrovsk qui fonctionne plus ou moins correctement. A Nikopol aussi il y a peut-être une usine qui fonctionne aussi et une autre à Zaporijia. Il y a aussi les entreprises minières qui continuent à fonctionner avec une capacité de 30 à 50 %. Mais comme vous le savez la sidérurgie aujourd'hui c'est-à-dire tout ce qui est train et laminoir ne fonctionne pas. La situation est très difficile aujourd'hui dans ce domaine.

C'est le caractère barbare de cette guerre et de la manière dont les Russes mènent cette guerre, peut être comparée à celle de la deuxième guerre mondiale. On s'en souvient, on se souvient vraiment des conséquences de cette guerre. Le monde était certain qu'en 1945, on a détruit le fascisme, le nazisme pour toujours, mais on a eu tort. Aujourd'hui, les fascistes russes sont arrivés chez nous dans notre maison ukrainienne, ils font chanter le monde avec le bouton rouge, le bouton nucléaire. On voit que parfois il y a des doutes. Dans certains pays européens, les gens ne se décident pas vraiment à envoyer de l'aide efficace.

L'armée russe est démoralisée et il y a beaucoup de prisonniers de guerre russes, on ne sait même pas quoi en faire. Ils ne prennent même pas leurs corps, les corps de leurs militaires qui sont morts. Malheureusement, cette guerre en Ukraine a modifié l'ordre mondial. Le 24 février, le terroriste Poutine a mis la croix sur les 400 ans d'amitié des peuples slaves. Le peuple ukrainien ne pardonnera jamais le meurtre de la population civile, la destruction de nos villes et les malheurs apportés par cette guerre.

Aujourd'hui, cette guerre en Ukraine a démontré que tout le système de sécurité mondiale a cessé d'exister. On a tous vu que l'OTAN était une organisation assez lourde, qui n'est pas capable de

prendre de décision et qui ne peut pas vraiment réguler l'ordre mondial.

On a Poutine qui se fout complètement des accords internationaux. Personne n'y peut rien. Nous comprenons, nous, les Ukrainiens qu'à part nous-mêmes, il n'y a personne qui pourra nous protéger. C'est pour cela qu'on a besoin d'une armée forte et d'une économie forte. On a besoin de l'aide efficace et rapide de nos partenaires et de la société internationale. Oui, on reçoit beaucoup d'équipements, beaucoup de matériel technique et on arrive à l'utiliser pour se battre. Merci beaucoup pour cette aide, mais le monde est en grand danger aujourd'hui. Et nous les Ukrainiens, on l'a compris en premier. Nous devons tous arrêter ce fascisme du XXI^e siècle. On pourra le faire uniquement si nous sommes unis et solidaires non seulement en paroles, mais également en actes et nous les syndicats, nous devons faire entendre notre position auprès de nos États et de nos gouvernements pour qu'ils puissent agir de manière décisive.

L'aide la plus importante qu'on pourrait avoir, c'est de fermer le ciel. L'ennemi a beaucoup de missiles et les tire depuis le territoire du Bélarus, de la Fédération de Russie, de la mer Noire. Malheureusement, ces missiles arrivent jusqu'en région où la situation est plus ou moins sécurisée, y compris jusqu'aux frontières polonaises. Il y a même les pays de l'OTAN qui pourraient être en danger et je pense que ce sont des provocations de la part des fascistes russes. C'est pour cela qu'on vous demande d'être actif et que vous exigez de vos dirigeants de fermer le ciel au-dessus de l'Ukraine. Croyez-moi, si on ferme le ciel autour de l'Ukraine, on va vite gagner, on va vite gagner contre le fascisme.

On n'a aussi pas assez de gilets pare-balles, ni assez de casques, il nous en manque. Aujourd'hui, nos bénévoles essayent de faire quelque chose de manière artisanale, de bricoler quelque chose. Mais ces gilets artisanaux ne nous aident pas vraiment. »

Philippe Martinez, Secrétaire général de la CGT :

Bonjour à toutes et à tous et merci de prendre du temps pour échanger avec nous et nous expliquer en direct la situation que vous vivez. C'est important pour nous de vous écouter, de connaître les conditions dramatiques et inhumaines dans lesquelles vous vivez, mais aussi d'écouter vos demandes.

Ce que je veux vous rappeler c'est que la CGT condamne avec force l'invasion de l'Ukraine par les armées russes en violation de la souveraineté nationale ukrainienne, mais aussi en violation de tous les droits internationaux. La responsabilité de cette guerre incombe à Vladimir Poutine et à son régime. Sa décision fait basculer, et vous l'avez souligné, les relations internationales dans une période déjà instable, vers une période qui devient très dangereuse. Nous militons avec force pour le rétablissement d'une paix durable en Europe.

Cela passe par le retrait immédiat des troupes russes du sol ukrainien et le retour avec beaucoup plus de force d'une diplomatie internationale afin de dégager une solution respectueuse des droits des peuples et de l'autodétermination des peuples. Ce que je veux vous dire donc, dans ce contexte dramatique, c'est réaffirmer notre solidarité totale de la CGT vis à vis du peuple ukrainien.

La solidarité s'exprime de façon visible, et nous poussons pour qu'il y ait régulièrement, le plus régulièrement possible, des mobilisations de rue dans notre pays pour affirmer notre soutien face à l'agression que vous vivez. Le soutien des travailleurs et des travailleuses français et françaises vis à vis des travailleurs et des travailleuses ukrainiens et ukrainiennes, mais aussi de leurs organisations syndicales. Cela consiste aussi à informer le plus précisément de la situation que vous vivez avec vos collègues dans les entreprises, dans les services, et je pense que c'est important. Mais nous voulons

aussi affirmer notre solidarité avec celles et ceux en Russie, et il y en a, qui exigent également la paix et qui vous le savez quand ils manifestent, sont lourdement sanctionnés et emprisonnés.

Nous voulons également réaffirmer notre solidarité avec les réfugiés qui fuient le conflit par centaines de milliers, qui sont aux frontières européennes. Nous insistons pour que ces frontières s'ouvrent et qu'il puisse y avoir l'assistance nécessaire à tous ces réfugiés, d'où qu'ils viennent.

Je tiens à vous dire que des réfugiés ukrainiens sont arrivés en France et que la CGT avec ses organisations, avec ses syndicats, va ouvrir des centres d'hébergement dans les diverses localités afin que ces réfugiés, beaucoup de femmes, beaucoup d'enfants, vous l'avez dit, puissent être accueillis dans des conditions dignes. Et comme marque de solidarité, nous insistons pour pouvoir ouvrir des centres d'hébergement qui sont la propriété de la CGT à ces réfugiés d'Ukraine.

En termes de solidarité, nous insistons fermement contre le gouvernement français et les entreprises françaises présentes en Russie et qui à ce jour, refusent d'interrompre leurs activités, qu'elles soient industrielles ou commerciales, au nom de l'économie. Nous contestons le fait que l'économie puisse passer avant la vie des êtres humains et les massacres qui ont lieu en Ukraine et donc que nous sommes intervenus à plusieurs reprises vis à vis du gouvernement français. Les entreprises françaises sont le premier employeur étranger en Russie. Nous devons agir pour qu'il y ait interruption de ces activités avec maintien de salaire. Et je pense que vos témoignages vont nous y aider.

Enfin, nous vous informons que nous avons lancé en France un appel à la constitution d'un convoi de solidarité syndicale pour l'Ukraine avec l'ensemble des confédérations syndicales Françaises, afin non seulement d'afficher une solidarité, mais de faire une solidarité concrète en fournissant une aide matérielle, des produits de première nécessité et des soins pour la population ukrainienne victimes de la guerre. Nous avons besoin de vos témoignages, de ces échanges, pour pouvoir vous acheminer au plus près du matériel dont vous avez besoin.

Vous l'avez dit, il faut qu'il y ait une solidarité concrète face à ce que vous vivez et donc je vous remercie encore de vos témoignages, des témoignages dramatiques qui nous permettent, qui vont nous permettre de relayer encore plus fort la situation que vous vivez dans votre pays et d'en informer au maximum la population française et les travailleuses et les travailleurs français.

Je vous remercie et je souhaite continuer à vous écouter. Merci de vos témoignages.

Valère Matov, Président de la Fédération de l'industrie et de l'énergie nucléaire (FPU) :

Merci pour cette possibilité de parler avec vous, parce que c'est très important, c'est très important de se regarder dans les yeux et pas seulement de lire les journaux. Cela aide à comprendre la situation qui existe actuellement en Ukraine. Je représente les travailleurs du nucléaire en Ukraine.

Nous sommes présents dans beaucoup d'entreprises, mais aussi dans quatre centrales nucléaires, y compris la centrale de Tchernobyl. Il y a des choses tragiques qui se passent là-bas. Mais, en plus, notre syndicat est actif aussi dans des entreprises qui luttent contre les désastres naturels et artificiels en Ukraine.

Je vais me concentrer sur la situation dans les centrales nucléaires, donc les centrales nucléaires en service qui génèrent l'électricité. Vous comprenez que ce sont des entreprises stratégiques très importantes du point de vue économique. Mais il y a aussi des entreprises dans l'extraction de

l'uranium. J'aimerais justement attirer votre attention sur le fait suivant. La guerre dure depuis un mois déjà. Les Russes sont en train de piller l'Ukraine, mais il est important de se pencher sur ce qui se passe sur la centrale nucléaire de Tchernobyl. Pendant plusieurs dizaines de jours, le personnel de la centrale a travaillé en violation de toutes les règles de sécurité imaginables. Il n'y avait pas de rotation, c'était impossible. Vous pouvez donc imaginer une personne qui est à son poste de travail depuis tant de jours, qui ne peut pas se reposer, qui vit dans des conditions qui ne sont pas normales. Hier, nous avons finalement fait une rotation partielle à la station de Tchernobyl.

Depuis plusieurs jours, la ville de Slavoutytch a été encerclée. La ville de Slavoutytch, c'est la ville où les travailleurs du nucléaire habitent. C'est une catastrophe humanitaire. Là-bas, nous essayons d'organiser des convois humanitaires pour leur envoyer de la nourriture, de l'eau et des choses basiques. Vous comprenez bien, c'est une région assez particulière.

Même trouver de l'eau potable n'est pas facile. Il existe un deuxième problème dans cette zone ; les occupants russes dans le territoire contaminé, le territoire autour de la centrale de Tchernobyl, sont en train de construire des fortifications. C'est la zone qui a beaucoup souffert après la catastrophe de 1986. Cela nous préoccupe beaucoup. Suite aux combats sur ces territoires contaminés, tous les systèmes de contrôle ont été détruits ; ce qui nous préoccupe beaucoup. Aujourd'hui, nous avons un grand problème les convois humanitaires pour la ville de Slavoutytch. C'est très difficile de négocier, d'envoyer des convois humanitaires.

Deuxième chose, le site de Zaporijia qui est la plus grande centrale nucléaire du monde. Le personnel travaille maintenant dans des conditions difficiles sur le territoire de la station. Actuellement, il y a 50 véhicules militaires russes, 50 pièces d'équipements militaires russes et 600 militaires. Dans la ville d'Energodar, une ville à côté de la centrale, il y a 600 autres militaires. Nous sommes préoccupés, car vous comprenez, s'il arrivait quelque chose - car c'est une centrale vraiment énorme - cela pourrait menacer non seulement l'Europe, mais aussi toute la Russie, y compris ses régions au-delà de l'Oural. Aujourd'hui, le personnel travaille sous le contrôle des militaires russes. Ils ont envoyé des travailleurs du nucléaire russes là-bas pour le contrôle et nous avons des problèmes avec la rotation du personnel pour faire respecter toutes les normes de leur travail. Aujourd'hui, je peux vous dire que nous essayons de trouver des possibilités pour aider la population de la ville d'Energodar. Nous essayons de tenir la situation sous contrôle, mais il y a des premières victimes, malheureusement, à la station nucléaire de Zaporijia.

Yuri Samoïlov, union locale de la KVPU de Kryvyï Rih :

Merci. Merci beaucoup de m'avoir donné la parole. Je me trouve dans la ville de Kryvyï Rih. C'est une ville qui est assez proche de la ligne de front. Notre ennemi se trouve à quelques 20 ou

30 kilomètres d'ici et il se trouve à cinq kilomètres des grands sites industriels actuellement.

Toutes les entreprises fonctionnent. Nous savons qu'il faut continuer nos activités pour que l'économie du pays fonctionne. Mais ils lâchent des bombes sur des villages autour de la ville. Il y a beaucoup de maisons détruites, beaucoup de villages détruits. Et pour ce qui concerne les dangers chimiques, dans notre ville et autour de la ville, il y a beaucoup de citernes avec des composants chimiques. Si les missiles bombardaient ces citernes, il pourrait y avoir de nombreuses victimes.

Quelques mots aussi sur ce que l'on appelle des listes noires. J'ai entendu dire que les Russes ont créé des listes noires avec les noms de plusieurs dizaines de personnes, y compris les leaders syndicaux, les militants syndicaux de tous les syndicats en en faisant des personnes qu'il faut arrêter sur le champ. Parfois, d'après ce que l'on m'a dit, ces personnes devaient être tuées sur le champ.

Sachez qu'aujourd'hui, les soldats peuvent entrer dans votre maison, prendre votre téléphone portable et s'ils voient ce que vous avez « liké », vous faites des « posts » qui ne leur plaisent pas, ils vous tuent, donc ça arrive, ça arrive. Nous savons que si l'ennemi vient ici, nos familles auront peur. La situation pour nos familles serait terrible, nous allons donc lutter jusqu'à la fin. Je suis sûr que notre ville ne connaîtra pas le sort de Marioupol. Notre activité syndicale, ça veut dire aider nos membres qui sont sur le front. Nous devons aider les familles de ceux qui sont morts. Je sais que cette activité syndicale est menée un peu partout en Ukraine. Il est très important d'envoyer des convois humanitaires, d'apporter de l'aide humanitaire ou d'évacuer les femmes et les enfants pour les envoyer quelque part dans les lieux qui sont plus ou moins sécurisés ; ce que nous faisons. Merci pour votre aide. Merci pour votre support. C'est vraiment très important de nous écouter pour obtenir l'information directement.

Lessia Sémeniaka, Responsable du département international de la Fédération de

L'industrie et de l'énergie nucléaire de l'Ukraine (FPU) :

Nous savons que 70% de l'énergie produite en France provient de l'énergie nucléaire et vous avez 56 réacteurs. L'Agence internationale de l'énergie nucléaire devrait crier sur tous les toits pour raconter ce qui se passe en Ukraine. Je ne comprends pas leur position. Nous leur donnons toutes les informations nécessaires. Mais nous nous sommes aperçus, il y a quelques jours, que cette organisation internationale était en train de distribuer de fausses informations écrites par des propagandistes russes de Rosatom. C'est pour cela que j'aimerais bien vous demander, vous, les Français qui comprenez l'importance du nucléaire, d'être plus actifs au sein de l'Organisation internationale de l'énergie nucléaire parce que c'est un problème, un défi non seulement pour l'Ukraine mais pour toute l'Europe. C'est un défi pour le nucléaire partout dans le monde. La menace nucléaire est tout à fait réelle parce qu'il y a des militaires russes sur des sites nucléaires, mais ils ne comprennent pas où ils se trouvent, donc ils font exploser des bombes là-bas. Ils sont en train de creuser des tranchées dans des zones contaminées, pour y ériger des fortifications. Il y a encore une chose que j'aimerais bien demander à propos de l'Organisation internationale de la Croix-Rouge. Tout le monde a dit que, en fait, les Russes ont vraiment été sévères envers la population civile. Ils tirent sur des convois d'évacuation, ils tuent des enfants et des femmes qui font la file pour obtenir de l'eau et de la nourriture.

L'Organisation internationale de la Croix-Rouge, au lieu d'aider l'Ukraine, ouvre une représentation à Rostov, en Russie. Nous comprenons que dans cette organisation, il y a pas mal de fonctionnaires russes. J'aimerais bien que vous fassiez un appel vers l'Organisation internationale de la Croix-Rouge pour qu'elle partage ses initiatives avec vous, pour qu'elle raconte ce qu'elle fait pour aider les réfugiés ukrainiens. Pour conclure, j'aimerais bien répéter que nous sommes vraiment très reconnaissants pour toutes l'aide humanitaire que nous obtenons. Ce qui est important pour nous, c'est de recevoir des armes de combat et des armes de défense parce que les femmes et les enfants qui sont bloqués dans des villes assiégées n'ont pas besoin d'aide humanitaire. Mais nous avons besoin d'armes pour les libérer parce qu'il n'y a pas que des militaires qui sont tués. Les syndicats nous aident, les syndicats internationaux nous aident, mais ils ont toujours peur de demander des armes pour nous. Ce que nous demandons, c'est d'obtenir des armes de défense pour protéger notre ciel.

Roman Datsko, Président de l'union des syndicats de la région de Lviv

J'aimerais bien profiter de cette occasion pour remercier nos frères et sœurs des syndicats dans les syndicats suisse, espagnol, polonais, lituanien, letton, slovaque, slovène. Ils nous ont déjà apporté leur aide.

Hier, nous avons déjà reçu douze tonnes d'aide humanitaire en provenance d'Espagne. Maintenant, j'aimerais bien vous dire de quels produits et marchandises nous avons besoin. Je suis un des responsables de l'aide humanitaire dans la fédération. Notre organisation réunit 250 000 membres. Nous avons besoin de casques, de gilets pare-balles, de drones, de radios, d'équipement pour voir dans la nuit, pour détecter la chaleur. C'est très important pour nos militaires qui participent aux combats.

Chaque jour, nous devons donner refuge à quelques 5000 personnes qui doivent être nourries trois fois par jour. Tous les produits alimentaires que nos amis, nos frères et sœurs européens nous envoient, sont très importants. Nous avons des listes de produits les plus urgents. Si vous me le permettez, j'aimerais bien vous faire parvenir ces listes. Nous avons également besoin de médicaments, de produits pharmaceutiques (produits antiseptiques, produits anti-douleurs) mais aussi des couches pour les enfants et pour les adultes. Il y a beaucoup d'enfants et il y a aussi des bébés. Il y a des bébés qui ont besoin de nourriture, nous avons nos militaires qui ont besoin de vêtements. Toutes les formalités administratives pour recevoir de l'aide humanitaire pour faire le dédouanement sont plus ou moins réglées. Mais nous avons organisé des points de collecte en Pologne et ensuite nous organisons l'acheminement à l'aide de bus qui ont été fournis par les syndicats suisses. Nous allons les transporter ensuite vers l'Ukraine. J'aimerais bien exprimer ma reconnaissance à tout le monde et gloire à l'Ukraine, gloire aux héros.

Françoise Geng, Secrétaire internationale de la FD CGT Santé et vice-présidente d'EPSU :

Je voudrais d'abord saluer l'ensemble de nos camarades ici présents et dire que c'est avec vraiment beaucoup d'émotion que nous entendons les difficultés, les monstrueuses difficultés auxquelles vous devez faire face et vous réitérer à toutes et tous notre solidarité. J'ai bien entendu Pierre qui disait que des camarades de la Fédération de la santé, y compris des représentants de médecins, étaient présents pour dire que nous sommes en tout cas disposés, comme nous l'avons déjà écrit, à écouter, à entendre les besoins primaires que vous avez, car nous le savons bien, nous qui sommes de la santé, que des besoins sont très particuliers en temps de guerre, notamment face à la médecine de guerre. On est vraiment à votre écoute et Pierre pourra se faire l'intermédiaire des besoins que vous exprimez. Nous avons évidemment déjà participé à la solidarité financière avec la CSI, mais il y aurait sûrement des choses supplémentaires que l'on pourrait faire et vraiment, je réitère que nous sommes en tout cas disposés à entendre ce dont vous avez besoin et on pourra aussi faire pression sur notre gouvernement afin d'obtenir des moyens qu'on pourrait vous faire parvenir. C'est une première chose. La deuxième, Olessia, excuse-moi si je ne prononce pas bien ton nom, a parlé tout à l'heure d'un sujet extrêmement important que sont les femmes, les femmes dans la guerre et elle a énoncé leur positionnement sur le sujet. Nous sommes une fédération comme vous dans la santé à 90% féminine et donc évidemment, j'ai été très sensible à ce que tu disais. Ma question était peut-on aider sur la question du risque que tu as évoqué et qui est un risque majeur, c'est à dire les femmes et les circuits du sexe et de l'exploitation des femmes ? Comment peut-on aider, ici, en France ? Est-ce qu'on peut s'organiser pour voir avec les associations féministes ici qu'elles soient vigilantes dans la prise en charge de ces femmes et dans leur parcours tout au long de leur séjour en France, de les protéger au mieux. Même si je pense que la meilleure protection, c'est de les inclure dans le travail,

le travail normal, ce sont des femmes qui arrivent avec des compétences et on va essayer de veiller à cela.

Olessia Briazgounova, Secrétaire internationale de la KVPU :

La chose la plus importante que les syndicats, les Etats et les gouvernements peuvent faire, ce sont les bénévoles, les volontaires aux frontières. Peut-être mettre les gens là-bas, où il y a beaucoup de réfugiés qui passent, et ensuite en lien avec le travail des bénévoles on pourrait émettre des brochures en ukrainien par exemple, pour qu'elles fassent attention.

Nous aussi, nous travaillons avec les organisations féministes qui ont leurs associations sœurs dans d'autres pays, c'est une question vraiment de travail sur place, donc d'explication aux réfugiés, aux femmes réfugiées, qu'elles peuvent être réfugiées sous protection internationale et recevoir de l'aide, de l'aide financière. On leur explique aussi la directive de l'Union européenne qui commence à être mise en place. Donc recevoir le titre de séjour d'un an et le permis de travail. Il y a effectivement de nombreuses femmes qui veulent travailler. Mais il ne faut pas qu'il y ait de la pression et pour qu'il n'y ait pas de risque d'exploitation et du dumping social, pour que les droits des travailleuses soient respectés. Evidemment, si ce n'est pas fait, il y aura aussi des conséquences sur le marché local et sur les gens sur place, sur les travailleurs locaux. Je sais qu'en Pologne, il y a déjà des programmes, des initiatives à ce niveau-là, donc sur leur site, ils mettent des informations en ukrainien. Il y a aussi des bénévoles, des volontaires qui expliquent ce genre de choses aux femmes et donnent des informations de base sur les droits. Comment ne pas devenir une victime de la traite, de l'utilisation d'exploitation sexuelle ? Ce sont des femmes qui n'ont pas d'argent, ce sont des femmes qui n'ont pas leurs affaires. Certaines ont leurs enfants avec elles, d'autres ont peut-être perdu leur famille. Il y a de nombreux enfants non accompagnés et s'ils n'ont plus de parents, ils seront remis à quelqu'un d'autre, à une autre femme à la frontière.

Pierre Coutaz, animateur Espace International CGT :

La situation de guerre rend très difficile le fait pour l'économie ukrainienne de fonctionner normalement. Qu'en est-il des salaires ? Est-ce qu'ils peuvent continuer à être versés dans cette situation exceptionnelle ? Quel est l'impact éventuel sur les régulations sociales ou le droit du travail, de la reconnaissance, même en temps de guerre, de l'absolue nécessité d'avoir des syndicats qui continuent à fonctionner ? Est-ce que quelqu'un veut répondre à cette question qui a été exprimée par nos camarades de la CGT connectés ?

Grigori Osovi, Président de la FPU :

Là où les entreprises fonctionnent, on parle d'infrastructures critiques, les salaires sont versés et c'est là où il n'y a pas de guerre que les gens continuent à travailler ; ce n'est pas une grande partie de notre économie. On parle de 25 % de la force de travail, de la main d'œuvre du pays qui peuvent continuer à fonctionner normalement et recevoir des salaires. Une autre partie de travailleurs peut travailler à distance et continue à exercer leur métier.

Les organisations, les institutions publiques, ont développé des recommandations concernant l'organisation du travail et la rémunération dans ce cadre-là. Nous aussi, au niveau des syndicats, on a également émis un document concernant la manière dont on devrait s'organiser pendant cette guerre pour qu'on puisse continuer à travailler, notamment en ligne, à distance. Le plus important,

c'est d'avoir des ordinateurs et Internet. On échange des informations avec nos différents collègues et on évalue syndicalement la manière dont cela se passe.

Pour ce qui est de l'analyse des projets de loi, qui sont gérés par la Rada [le parlement ukrainien], nous continuons à analyser et à travailler sur les lois des ministères et du gouvernement qui régulent les relations entre les travailleurs et l'État et les employeurs. Il y a donc 17 lois qui ont été analysées récemment et on avait quelques remarques concernant certains de ces projets. On a fait ce qu'on devait faire. Il y a quelques jours, le président de l'Ukraine a signé la loi concernant l'organisation des relations au travail pendant le temps de guerre. Ce projet de loi a été examiné pendant une journée. On a fait six observations, nous, les syndicats. Certaines ont été prises en compte, d'autres pas.

Nous allons continuer à préciser cette loi. Mais évidemment, c'est une loi temporaire. Pour l'instant, cette loi sera valable jusqu'au 24 avril 2022. On parle d'une semaine de travail de 60 heures, et par exemple, nous insistons sur la limitation de l'utilisation du temps de travail des travailleurs. Mais il y a des nuances. Si nous avions le temps, nous aurions peut-être pu travailler sur ce projet de loi d'une autre manière, mais on n'avait que 24 heures. On va faire passer l'expertise de cette loi par l'OIT pour voir à quel point elle est acceptable, même en temps de guerre.

Dans le mouvement syndical, quand on échange avec nos membres, on voit que des gens ne sont plus payés. C'est catastrophique, surtout ce dernier mois. Mais tout ce qui a été versé à la Fédération, on l'a envoyé au Fonds de solidarité. L'argent de nos partenaires internationaux arrivent aussi dans ce fonds. Ensuite on répartit cet argent dans des régions qui ont vraiment souffert, notamment à Soumy, à Kharkiv, à Donetsk et Lougansk, bien entendu. Puis on envoie aussi des choses à Marioupol, dans le sud, donc dans les oblasts de Nykolaev et de Kherson. Une partie a été versée aux syndicats qui sont dans les endroits qui accueillent beaucoup de réfugiés dans l'oblast de Transcarpatie et ailleurs.

Les syndicats de là-bas comprennent qu'ils vont recevoir beaucoup plus de gens alors qu'il y a déjà de nombreuses personnes. Alors, ils accueillent les réfugiés dans les différents bâtiments qui appartiennent aux syndicats, dans les écoles parfois. Cela nécessite une vraie organisation au niveau de l'hébergement, au niveau de la première aide médicale, au niveau du dispatching de toutes ces personnes. On a donc établi un QG pour gérer cela. On reçoit de l'aide humanitaire, mais aussi des aides financières pour les personnes qui ont souffert et qui ont tout perdu à cause de la guerre. Il y a vraiment beaucoup de boulot, beaucoup de requêtes, beaucoup de demandes, et nous estimons que ce qu'on fait aide notre peuple.

Pierre Coutaz, animateur Espace International CGT :

Il y a une question complémentaire, un peu de même nature qui a été posée avant. Y a-t-il des protections spécifiques, des mesures de défense civile qui sont mises en place pour protéger les usines et faire en sorte que celles et ceux qui sont amenés à continuer à devoir y travailler puissent être protégés des éventuelles conséquences militaires du conflit ? Il y a une autre question que je vous la livre également et je vous invite à vous inscrire pour y répondre. Y a-t-il des besoins spécifiques en termes de communication, notamment dans les territoires occupés et pour les personnes qui ont été obligés de fuir le pays et qui ont toujours des proches en Ukraine ? Besoin de communication je pense, en termes de téléphonie par exemple. La question est posée par nos camarades de la Fédération des activités postales et de télécommunication (FAPT-CGT).

Lessia Sémeniaka, responsable du département international de la Fédération de

L'industrie et de l'énergie nucléaire de l'Ukraine (FPU) :

C'est une question très importante. Et quand l'Ukraine a demandé de fermer le ciel, beaucoup de collègues à l'étranger ne comprenaient pas. Qu'est-ce que cela voudrait dire fermer le ciel ? Tout d'abord, le no fly zone. C'est un système qui va protéger contre les missiles balistiques et contre l'artillerie, donc tout ce qui tombe du ciel. C'est cela la fameuse protection aérienne.

On a envoyé une initiative à l'AIEA en demandant de fermer le ciel au-dessus des centrales nucléaires et d'autres entreprises industrielles importantes. C'était vraiment cette demande qui était prioritaire. On voudrait être défendu du point de vue aérien parce que les bombes, les missiles qui tombent sur nos têtes ont une portée de 2600 kilomètres et peuvent tout détruire comme une entreprise chimique ou une entreprise de pétrochimie. Et ici, on voit une menace claire non seulement nucléaire, mais également des catastrophes chimiques, technologiques. C'est quelque chose qui est vraiment réel, que ce soit à Tchernihiv, à Soumy, dans la banlieue de Kiev. Les raffineries sont en feu et il y a de l'azote et de l'ammoniac qui s'échappent dans certaines régions.

Sur la communication, je voudrais juste vous rappeler que quand la pandémie est arrivée, on est petit à petit passé à ce travail en ligne et à distance et donc on a créé certaines règles dont on a besoin aujourd'hui. Évidemment, c'est la téléphonie mobile dont on a besoin c'est-à-dire tous les dispositifs et les matériels nécessaires. Les ordinateurs, les tablettes ... et la communication bien entendu. Mais là, tout dépend du fait que le terrain soit occupé ou pas. Sur le territoire occupé, l'ennemi fait tout pour détruire les fournisseurs internet et donc les différentes infrastructures qui permettent de communiquer. On a essayé de rétablir notamment la communication à Zaporijia, à Ivankiv, pas loin de Tchernobyl. Il y a des gens qui travaillent à Tchernobyl et ils viennent de Ivankiv. Ils habitent tous là et cela fait un mois que les Russes sont entrés dans les rues, qu'ils ont coupé les communications et on n'a pas d'informations sur ces gens qui habitent à Ivankiv et dont la plupart travaille à la centrale nucléaire de Tchernobyl. Quand on parle du monde moderne, évidemment, si on n'a pas de connexion, on ne peut pas recevoir l'argent, on ne peut pas envoyer de l'argent dans d'une banque à une autre. Cette guerre n'est pas seulement une guerre sur terre, c'est aussi une cyberguerre.

Olessia Briazgounova, Secrétaire internationale de la KVPU :

Très brièvement. Évidemment, on a des problèmes de communication et comme Lessia, ma collègue, l'a dit, on n'est pas toujours connecté avec nos militants, nos collègues qui sont dans les villes temporairement occupées. On est très inquiets. La communication est essentielle on n'a pas assez de talkie-walkie. Mais ce que je voudrais dire, c'est que nos bénévoles, nos volontaires aident à faire des tranchées, travaillent vraiment pour protéger leur ville. Même si on ne peut pas se protéger du point de vue aérien, les gens travaillent sur terre pour défendre les villes.

Si on parle des travailleurs médicaux, du domaine médical, eux aussi, ont besoin de gilets pare-balles. Souvent, cela est un problème. Parce que même s'ils ne sont pas militaires, ils doivent être défendus, comme les journalistes notamment. Mon syndicat utilise aussi les fonds pour acheter ces équipements militaires. En ce qui concerne les migrants, on a cette pratique où le fournisseur de téléphonie ouvrait gratuitement le roaming pour les opérateurs ukrainiens. C'était en Pologne. C'est une belle expérience. Ce serait bien de pouvoir répandre cela à d'autres pays de l'Union. Parfois les gens arrivent sans rien, ils n'ont plus d'appartement, ils n'ont rien sur les banques donc c'est un

grand problème aussi.

On prend les téléphones mobiles des déportés en Russie ; c'est vraiment inquiétant. Les gens disparaissent et il pourrait leur arriver n'importe quoi.

Olexandre Ryabko, Président de la Fédération des métallurgistes et des mineurs (FPU) :

Chers collègues. Vous avez posé des questions concernant la défense des entreprises. Dans mon intervention, je dis que les usines de Azovstal, du côté de Marioupol, sont détruites.

A Mykolaïv, c'est aussi une partie d'une usine qui a été détruite, avec les missiles qui venaient de la mer Noire et aussi l'usine d'Avdiïvka. On évacue les travailleurs et leurs familles en Ukraine occidentale. Comment se défendre ? Bien sûr, il faut fermer le ciel, on n'était pas préparé à cette guerre et notre défense antiaérienne est faible. C'est notre point faible. On demande à l'OTAN, à l'Europe de fermer le ciel, de créer des no fly zone. Il y a des systèmes chez nos partenaires qui pourraient nous aider à le faire.

Mais la Russie, malheureusement vis à vis de l'Ukraine, utilise des armes destructives. Ils ont dit récemment qu'ils avaient utilisé un missile hypersonique, qui n'est pas interceptable et qui va à la vitesse de 6000 kilomètres/heure. Une bombe thermique a également été utilisée récemment en Ukraine. C'est un missile aérosol, qui, une fois explosé, fait que l'air au sol est dispersé et arrive dans tous les bâtiments. Le diamètre de l'explosion peut atteindre 50 mètres. On peut imaginer ce qu'une seule bombe peut faire. Il y a aussi d'autres types de bombes qui font brûler les métaux. Il y a milliers de missiles qui arrivent jusqu'aux territoires ukrainiens. C'est pour cela qu'il est très important pour nous de fermer le ciel et c'est comme cela que l'on va pouvoir gagner plus rapidement.

Pierre Coutaz, animateur Espace International CGT :

Y a-t-il des mouvements de grève et de protestation, notamment au Bélarus ou en Russie ? Pour la Russie, malheureusement, ce n'est pas possible d'avoir la réponse. Au Belarus, on avait été très actifs dans le soutien au mouvement social et politique au Belarus. Ce qui nous intéressait, c'étaient les grèves, notamment avec les occupations d'usines au cours de l'été 2020. Nous n'avions pas ménagé notre soutien, en particulier au BKDP, l'un des principaux animateurs de ces grèves. D'ailleurs, on n'en serait pas là sans doute aujourd'hui si Loukachenko avait quitté le pouvoir à ce moment-là, conformément à la volonté d'une très grande majorité du peuple du Bélarus. Je te passe la parole Alexandre pour savoir quel est dans les marges de manœuvres contraintes qui sont les vôtres aujourd'hui. Quel est en fait le niveau de mécontentement ? Est-ce qu'il y a une chance de voir un mouvement de grève empêcher par exemple la machine de guerre de passer par le Bélarus ?

Alexandre Yaroshuk, Président du BKDP :

Il y a deux jours, Chatham house, une des rares organisations capables de produire des études sociologiques fiables sur le Belarus, a publié des données encourageantes. Seul 3% des Bélorusses soutiennent l'idée de l'intervention militaire directe du Belarus en Ukraine aux côtés de la Russie. Chatham House réalise ses sondages en ligne à travers les réseaux sociaux et plutôt parmi la population urbaine. Il faut bien entendu un coefficient de correction, car les habitants de campagne

sont plus conservateurs.

Les dernières actions de protestations se sont tenues le 27 février. C'était le jour de ce soi-disant référendum, organisé par le régime de Loukachenko en pleine occupation russe. Nous subissons une occupation très dure, soit dit en passant. Je me suis rendu à ce référendum et cela aussi était une sorte de promenade au bord du précipice. En votant j'ai dit « Vive le Belarus » [mot de ralliement de l'opposition biélorusse]. J'ai inscrit sur le bulletin « Non à la guerre ! J'exige le retrait des troupes d'occupation russe du Belarus ! ». Puis je l'ai photographié et posté dans Facebook. Je vous parle en ce moment en direct de nos locaux syndicaux. Vous voyez nos insignes rouges et blancs. Je teste tout le temps les limites de ce qui est autorisé et ce qui ne l'est pas. Le BKDP a sa propre histoire de relations avec le régime en place. Vous savez, les autorités biélorusses ont toujours eu peur et ont encore peur que l'OIT mobilise l'article 33 à leur encontre.

Depuis le 24 février, nous sommes entrés dans une nouvelle époque. Nous nous confrontons désormais à notre destin. Les sanctions qui sont mises en œuvre vont durer jusqu'à la destruction des économies russes et biélorusses. Je n'ai pas de doute à ce sujet. Il n'y a pas d'autres solutions possibles. Car le fascisme doit être écrasé.

Le Belarus vit une double occupation. Une occupation russe et une occupation par le régime de Loukachenko. Pourquoi Loukachenko a peur d'envoyer des troupes en Ukraine ? Il y a, comme je l'ai déjà dit, un faible niveau de soutien à une telle décision (seulement 3%). Mais le plus important est que s'il entre en guerre, il doit y envoyer des troupes en capacité de combattre (des troupes spéciales, des détachements, des policiers). Mais s'il le fait, il restera sans protection au pays. Il n'y aura personne pour le défendre si le peuple se soulève. Il a peur de perdre ainsi le pouvoir.

Suite aux mouvements de protestation du 27 février lors du référendum plus de 1000 personnes ont été arrêtées. Les syndicalistes sont arrêtés sous n'importe quel prétexte. Le pouvoir a peur de toute dissidence et mène constamment des actions de répression. Dans ces conditions, il est difficile d'envisager des actions de protestation ou encore des grèves. Nous pouvons juste affirmer que les processus en cours ne peuvent pas être inversés. Les sanctions économiques produiront à terme la paupérisation de la population. J'ai déjà eu l'occasion d'écrire sur ce sujet. Nous allons connaître la baisse de niveau comme dans les années 1990. Nous pouvons même dégringoler vers les années 1950. Tout ceci paraît réaliste. Par ailleurs, nous allons, sans aucun doute, vivre le processus de la dénazification. Il faut y être prêt car la méthode qui a été appliquée à l'Allemagne à l'issue de la deuxième guerre mondiale sera nécessaire pour la Russie et le Belarus après les décennies que nous avons vécues.

A mon grand regret, je dois également citer d'autres chiffres. 30 % des Biélorusses soutiennent la Russie dans cette guerre et seulement 20 % soutiennent l'Ukraine. Ceci découle directement du choix opéré par les Biélorusses en 1994 quand ils ont voté pour le régime actuel. Cela découle également des décennies de propagande biélorusse qui n'a rien à envier à la propagande russe. La télévision montre la ville de Kharkhov et annonce que cette ville a été bombardée par les nationalistes ukrainiens, des banderistes, pour accuser la Russie. Vous pouvez imaginer nos sentiments, les sentiments des gens normaux qui alertent depuis des années sur la situation ici. Pendant des années Loukachenko a été présenté comme le dernier dictateur d'Europe. Nous ne cessons de répéter : Loukachenko - c'est la guerre. C'est un instigateur de conflits, de guerre. C'était une menace réelle.

Depuis le 24 février, nous sommes tous embarqués dans un mouvement sans retour. Nos amis, nos frères en Ukraine en payent déjà le prix fort. Le prix de notre libération, de la libération du Belarus et de la Russie, sera également élevé. Quel sera la finalité ? Combien de temps cela prendra-t-il ? Nous n'avons pas de réponse à ces questions aujourd'hui.

Mais je suis intimement convaincu que l'Ukraine résistera. Nous plaçons nos espoirs en Ukraine. Ceux qui se battent là-bas défendent aussi le monde de la menace fasciste qui est bien réelle. La menace de la guerre nucléaire est bel et bien réelle. Il faut aussi en parler et comprendre que cette éventualité est bien réelle.

Boris Plazzi, Membre du Bureau confédéral de la CGT :

Je voudrais remercier encore très particulièrement les camarades ukrainiens de la FPU, de la KPVU et du BKDP. Merci pour le temps qu'ils ont consacré, malgré les difficultés auxquelles ils ont dû faire face pour se connecter aujourd'hui. Vraiment, un chaleureux remerciement, un fraternel remerciement. On a besoin de vous entendre. On a besoin d'entendre ces voix qui viennent de Biélorussie, de ces voix qui viennent d'Ukraine. On essaye d'imaginer ce que vous vivez. Les témoignages que vous nous avez fourni ce matin ont été poignants, forts, on était dans l'émotion, jamais dans le pathos, mais toujours dans l'émotion et dans la fraternité. En tout cas, vous avez fait des témoignages et des demandes de soutien, de solidarité qu'on a très, très bien entendu, j'en suis persuadé. Elles ont été très claires.

On va essayer, mais vraiment, on va essayer de justement pouvoir répondre aux demandes, à toutes les demandes qui ont été formulées, sur le matériel médical, sur les denrées alimentaires, les couches pour les enfants, les vêtements ... Enfin bref, tout ce que vous avez évoqué. On va faire de notre mieux, pour collecter et puis pour acheminer tout ce matériel dont vous avez besoin.

Dans l'urgence, on va continuer aussi à faire pression sur les entreprises multinationales, sur les commerces, les entreprises de commerce qui sont installés en Russie, les entreprises françaises qui continuent à y faire du business, qui continuent à faire des profits, à profiter aussi quelque part de cette guerre. On va continuer avec nos syndicats CGT, nos fédérations CGT à faire pression sur ces entreprises françaises installées notamment en Russie. Je crois que notre conférence de ce matin était en quelque sorte une première. Nous restons naturellement disponibles à la CGT pour la réitérer aussi souvent que vous en aurez besoin.

Parce que c'est la fraternité, c'est la solidarité. C'est aussi pour nous, quelque part, apporter notre petite pierre à l'édifice pour aider ce peuple ukrainien, ces travailleurs ukrainiens en lutte, et même plus que cela, en guerre contre un agresseur qui reste le régime de Poutine. Je ne serai pas plus long, vous avez dit l'essentiel, me semble-t-il. Je remercie aussi les syndicats hors de la CGT. Je pense à la FSU, à Solidaires, enfin les syndicats qui étaient présents ce matin avec nous. On a aussi ces liens de fraternité qui nous unissent avec les organisations syndicales françaises, autres que la CGT, qui étaient présentes aujourd'hui. Je tiens à les remercier, à les saluer aussi très chaleureusement.

Depuis le début du conflit, on dit deux choses : on dit paix en Ukraine, liberté en Russie et en Biélorussie. Je souhaitais conclure avec ces quelques mots et encore toute notre sympathie, notre fraternité, notre solidarité en direction de nos camarades ukrainiens et biélorusses et aussi tous ceux et celles qui luttent en Russie pour leur liberté, pour l'arrêt immédiat de cette guerre.

Syndicollectif

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles

parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Syndicollectif

<https://syndicollectif.fr/syndicalistes-dans-la-guerre-en-ukraine-temoignages/>